Ameublements
Décoration
Mercier Frères
179, rue Nationale, LILLE
Lustrerie
Papiers peints

72e Année. — N° 161 Le numéro : 25 centimes VENDREDI 10 JUIN 1927.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS........ Nord et Limitrophes........ 3 mois, 22.00 ; 6 mois, 40.00 ; 1 an, 76.00
France et Belgique........ » 23.00 ; » 42.00 ; » 80.00

ABONNEMENTS REDACTION - ANNONCES
ROUBAIX...... 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1306. Inter, 6.
TOURCOING... 33, rue Carnot. Téléph. 87.
LILLE........ 8, rue Faidherbe. Tél. 37.07.
Chèques postaux 87 Lille

CHAUSSURES Dolly 20, rue de Lannoy ROUBAIX

LA CHAMBRE POURSUIT LA DISCUSSION de l'amodiation du monopole des allumettes et de l'organisation du service d'un an

SEANCE DU MATIN

Paris, 9 juin. — La séance est ouverte à 9 h. 35, sous la présidence de M. Fernand Bouisson, devant une cinquantaine de députés. M. Poincaré est au banc du gouvernement.

LA GESTION DU MONOPOLE DES ALLUMETTES

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale du projet de loi portant approbation d'une convention relative à la gestion du monopole des allumettes.

Au nom du parti radical-socialiste, M. Georges Bonnet combat le projet. Il demande que soit organisé industriellement le monopole des allumettes.

M. Poincaré répond que M. Bonnet ne tient compte ni de la nécessité des bois scandinaves, ni de l'existence de la « Svenska » qui possède les marchés extérieurs. Il insiste sur l'utilité des 80 millions de dollars. Ce n'est pas là, dit-il, une somme négligeable, si un jour nous devons défendre le franc des nouvelles attaques, ou préparer une stabilisation légale.

Me de Moro-Giafferi combat la convention d'abord parce qu'elle livre à une puissance d'argent une parcelle du patrimoine national, puis parce que du point de vue juridique, elle prêterait à de nombreux procès. Une controverse s'établit entre l'orateur et le président du Conseil.

UN VIF INCIDENT

L'orateur, fort applaudi à l'extrême-gauche mais vivement interrompu à droite, attribue à ses amis, qui ont fait opposition au projet, l'économie de 600 millions pour l'Etat, qui sera la conséquence des améliorations déjà obtenues.

M. de Moro-Giafferi. — Et puis, je vais vous dire toute ma pensée. Pour céder constamment, il faut que ces messieurs aient de bien grands intérêts dans l'affaire. On compare M. Kreuger à un empereur.

M. Baisot (Calvados). — Vous êtes alors son partisan? (Rires à droite).

M. de Moro-Giafferi. — Je disais une plaisanterie. Vous êtes bien susceptible quand il s'agit des allumettes (Appl. à gauche, bruits à droite).

M. de Tinguy du Pouet (Vendée). — Ne nous obligez pas à des précisions. (Mouvements).

M. de Moro-Giafferi se tourne violemment vers l'interrupteur et le somme de préciser lui-même. (Emotion sur tous les bancs).

M. de Tinguy du Pouet. — Il y a trois jours, j'ai dit à la Chambre que la campagne abominable des communistes ne nous empêcherait pas de faire notre devoir. Eh bien! aujourd'hui vous reprenez les arguments indignes des communistes. (Appl. à droite, bruit à gauche).

M. de Moro-Giafferi se défend d'une telle intention, et rejette sur M. Blaisot la responsabilité de l'incident.

M. de Moro-Giafferi, résumant alors son discours, déclare que les concessions de la « Svenska » lui sont suspectes et que, quant à lui, il autoriserait cette société à exercer son industrie en France, mais à condition que l'Etat ne soit engagé en rien par une convention qui lui parait dangereuse. (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et à gauche).

La suite du débat est renvoyée à demain matin.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

M. Léo Bouyssou ouvre la séance à 15 h. 35. Le Président fait connaître qu'il a reçu de M. Daniel Vincent, élu sénateur, une lettre par laquelle celui-ci se démet de son mandat de député.

L'ORGANISATION GENERALE DE L'ARMÉE

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur l'organisation générale de l'armée.

Le général Girod, président de la Commission de l'armée, renonce momentanément à la parole, se réservant d'intervenir dans la discussion des articles.

La discussion générale est close.

LA DISCUSSION DES ARTICLES

Sur l'article 1er, **M. Fabry** défend son contre-projet. Il s'attache à démontrer la nécessité vitale d'être en mesure de défendre le territoire contre toute attaque ennemie.

M. Fabry montre que l'armée allemande, constitue actuellement une puissance de choc redoutable. De même les forces italiennes réorganisées peuvent constituer une puissance d'invasion non négligeable. Toute diminution d'effectif ne parait donc pas recommandée.

En terminant, **M. Fabry** dit, qu'il n'insistera pas pour son contre-projet, et demandera à ses amis de voter le projet gouvernemental.

M. PAINLEVÉ DEFEND LE PROJET DU GOUVERNEMENT

M. Painlevé monte à la tribune, pour défendre le projet du Gouvernement. Le ministre de la Guerre déclare, que c'est une banalité de constater que la France n'est pas seulement une puissance continentale. La France a le devoir actuel de défendre ses colonies, et le devoir éventuel de défendre ses frontières.

Les enquêtes nombreuses faites par des autorités militaires montrent, qu'il faut 40 divisions capables d'entrer dans la bataille.

Pour faire face aux premiers coups durs, 20 divisions doivent être prêtes à intervenir. En attendant la constitution des 40 divisions, l'effectif de la division doit être de 30.000 ommes sur le pied de guerre.

M. Painlevé affirme que le projet du Gouvernement remplit toutes les conditions de nombre et de rapidité indispensables, pour une couverture solide.

M. Painlevé. — Le mécanisme de la mobilisation a fait ses preuves. Nous soustrayons aux besognes parasitaires tous les hommes mobilisables, c'est déjà un énorme progrès.

Le ministre montre comment l'instruction des troupes et des cadres aboutit à la parfaite cohésion de tous les éléments des unités de combat.

Les camps d'instruction permettront de rappeler les unités entièrement constituées.

M. Painlevé compare le projet du Gouvernement au contre-projet Renaudel.

Le contre-projet sacrifie la force énorme d'organisation de l'armée du temps de paix, dans l'espoir, illusoire d'ailleurs, d'écarter le premier péril qui serait réparable, tandis que le vrai danger, mortel celui-là, quand il surgirait, ne pourrait être détourné.

Si une nation voisine se livrait à une agression imprévue, sans que les réserves aient été mobilisées, il ne serait pas possible avec l'armée active sur l'immense frontière, de faire face à toutes les attaques.

M. Renaudel conteste cette affirmation et ajoute que l'appel des trois classes disponibles est incontestablement la mobilisation. (Vives protestations sur de nombreux bancs.

M. Painlevé. — En 1914, le 30 juillet, la France a mis sur pied de guerre dix divisions, acheté 50.000 chevaux. Il est vrai que le 1er août l'armée a reculé de dix kilomètres. Mais les mesures de mobilisation se poursuivaient, et si l'ennemi avait voulu envahir à ce moment le pays, il aurait été cruellement châtié.

Ce serait une trahison de ne pas agir de même dans des circonstances semblables. (Applaudissements). Le ministre explique comment le retour à l'appel à 21 ans, puis en 1935 au recrutement à 20 ans, permettra au service d'un an de jouer.

La Chambre voudra discuter avec bienveillance le projet du Gouvernement, qui est un projet de paix. La France n'attaquera personne. Elle se condamne à la défensive, mais le pire danger que pourrait courir la paix européenne, ce serait la faiblesse de la France. (Vifs applaudissements).

L'abandon de l'îlot de Tompelaine

La parole est donnée à M. Guérin, député de la Manche, pour poser une question au ministre de l'Instruction publique, sur l'abandon de l'îlot de Tompelaine à une société financière.

M. Herriot indique que l'Etat, pour classer maintenant cet îlot, devrait payer une indemnité certainement exagérée.

M. Guérin remercie le ministre. L'incident est clos.

Une interpellation de M. Marty sur un accident qui a coûté la vie à quatre hommes lors de la relève des hommes des îles Sanguinaires est renvoyée à la suite par 340 voix contre 141.

La séance est levée à 19 h. 20. Séance demain matin (suite du projet sur le monopole des allumettes); demain après-midi, suite des interpellations sur le communisme.

Les poursuites contre députés

Le cas de M. Marty: La Commission des poursuites se prononce contre la levée de l'immunité parlementaire de M. Marty

Paris, 9 Juin. — La Commission des poursuites contre les députés communistes a examiné le cas de M. Marty, poursuivi comme auteur d'un article contenant des provocations à la désobéissance.

Elle a pris une décision analogue à celle adoptée à la dernière réunion, en ce qui touche M. Vaillant-Couturier. C'est-à-dire qu'elle s'est prononcée contre la levée d'immunité parlementaire, qui couvre le député communiste de la Seine.

Le cas de M. Diagne

Paris, 9 Juin. — Les 11 bureaux de la Chambre ont désigné chacun de leurs membres pour constituer une Commission chargée d'examiner la demande en autorisation de poursuites contre M. Diagne, député, pour délit de presse.

Ont été nommés : MM. Auguste Brunet, Michel Misoffe, Lenoir, Petsche, Charles Lambert, Antoine Joseph, Barthélemy, Candace, Rillart de Verneuil, Cante et Thomson.

Tous les membres de la Commission sont opposés à la demande de levée de l'immunité parlementaire.

L'expédition polaire française se prépare activement

Paris, 9 Juin. — L'expédition polaire française, active ses préparatifs de départ. Elle se propose, après avoir franchi le passage du Nord-Ouest, de traverser la calotte polaire avec des engins à moteur et avion, d'explorer la zone inconnue et de se livrer à des observations scientifiques. L'expédition emportera des vivres pour deux ans.

Les fêtes mariales de Chartres

LE CARDINAL DUBOIS BENISSANT LA FOULE PENDANT LA PROCESSION (Wide World photo).

Après le raid magnifique du "Columbia"

CHAMBERLIN ET LEVINE DEVANT LE « COLUMBIA » A LEUR ARRIVÉE A KOTTBUS (Photo Wide World venue par avion.)

Chamberlin et Levine iront à Vienne, Prague Rome et Paris

Berlin, 9 Juin. — Les aviateurs Chamberlin et Levine ont assisté à midi au banquet offert en leur honneur par M. Stresemann.

Ils arriveront samedi après-midi à Vienne, vers 17 h. Ils quitteront Berlin vers 8 h. du matin et s'arrêteront à Munich, où une réception officielle est prévue.

Leur avion sera accompagné par des avions allemands transportant des journalistes.

De Vienne ils se rendront probablement à Prague et peut-être à Rome, où M. Mussolini les a invités. Ils gagneront ensuite Paris en survolant les Alpes.

Chamberlin et Levine ont prié les journaux d'exprimer leurs remerciements pour les télégrammes, les lettres de félicitations, les fleurs et les cadeaux de tous genres qui leur parviennent.

Ils ont reçu, entre autres cadeaux, plusieurs tonneaux et une grande quantité de bouteilles de bière. On leur a adressé également toute une caisse de thé.

Une offre de 100.000 dollars est faite aux aviateurs pour qu'ils retournent en avion en Amérique

Un éditeur américain a offert aux deux aviateurs une prime de 100.000 dollars pour leur retour par avion de Berlin à New-York sans escale. Chamberlin a déclaré qu'il n'avait pris aucune décision au sujet de son retour en Amérique par la voie des airs, car le voyage en ce sens est beaucoup plus difficile en raison des vents contraires.

Levine déclare de son côté qu'il est prêt à retourner aux Etats-Unis en avion si son compagnon s'y décide, mais il a spécifié que dans ce cas, la prime de 100.000 dollars reviendrait tout entière à Chamberlin.

Les deux aviateurs ont reçu de nouveau ce matin les journalistes. Levine a déclaré notamment : « Naturellement, lorsque nous étions en pleine mer, j'ai piloté l'appareil; je ne suis pas seulement un passager. Chamberlin a essayé de dormir, mais il n'a pu y parvenir. »

Une ligne aérienne entre l'Amérique et l'Europe

Levine aurait l'intention de créer une ligne de navigation aérienne entre l'Amérique et l'Europe. Il croit pouvoir rassembler les capitaux nécessaires à cette entreprise et espère que les premiers vols pourraient avoir lieu l'année prochaine.

Levine était porteur de 250 lettres

New-York, 9 juin. — M. Charles Levine qui emporta avec lui à bord du « Columbia » 250 lettres, s'est attiré des ennuis avec l'administration postale, en raison du succès du « Columbia ». On espère que l'administration sera indulgente.

Des philatélistes ont déjà fait des annonces, par lesquelles ils déclarent qu'ils sont décidés à acheter 50 dollars chacune des enveloppes de lettres, qui ont été transportées des Etats-Unis en Allemagne à bord du « Columbia ».

Un aviateur anglais tentera de ravir à Chamberlin le record de la distance

Londres, 9 Juin. — D'après le « Morning Post », le lieutenant aviateur Carr tentera la semaine prochaine de battre le record de la distance que détient maintenant l'aviateur américain Chamberlin.

L'aviateur anglais partira de Cranwel et se dirigera vers Karachi.

New-York se prépare à recevoir Lindbergh

New-York, 9 juin. — Du « Temps » :

Le « Memphis » qui ramène d'Europe en Amérique le héros de l'Atlantique, est attendu ici pour samedi. On pense que ce jour-là, la population de Washington aura augmenté d'au moins un cinquième. Des gens de province arrivent déjà pour être certains de pouvoir se loger.

L'Association des commerçants de la 5e Avenue a adressé à ses membres, la note suivante: « La foule sera monstre, plus monstre que jamais. Prenez toutes les précautions possibles pour éviter les bris de glaces ou autres accidents à vos devantures. »

Les recherches pour retrouver Nungesser et Coli dans le Labrador sont abandonnées

Ottawa, 9 Juin. — Le gouvernement de la province de Québec a abandonné les recherches effectuées en vue de retrouver Nungesser et Coli. Quoique deux hydravions aient exploré soigneusement la côte nord du golfe Saint-Laurent, le détroit de Belle-Ile et la côte du Labrador, ils n'ont pas pu trouver un seul indice permettant de penser que les deux aviateurs français aient atteint cette région.

Une lettre de Mme Nungesser à la mère de Coli

Marseille, 9 Juin. — Mme Nungesser vient d'adresser à la mère de Coli, habitant Marseille, la lettre suivante :

Vous avez devancé mon geste. Mais nous étions, depuis leur départ, dans la communion de nos deux cœurs, et chaque jour, dans mes prières j'unis dans la même pensée votre fils, vous et ses enfants à mon Charles. Ma foi dans le retour de nos deux petits est toujours aussi forte, car mon cœur aurait cessé de battre si celui de mon Charles s'était arrêté pour toujours....

Partagez avec moi cette invincible espérance. Je ne pleure pas, mais si quelquefois mes yeux s'obscurcissent c'est pour songer que, peut-être, nos petits souffrent, nous appellent et que nous, vieilles mamans, ne pouvons rien pour eux. Aussi, à leur retour, dans nos bras, sur nos cœurs, ils oublieront toutes leurs souffrances. Et c'est pour les réconforter, les choyer et les guérir qu'il faut être fortes n'est-ce pas.

Je vous embrasse avec le cœur d'une maman en vous demandant d'embrasser longuement et tendrement vos tout petits enfants, à qui Dieu doit rendre leur cher et glorieux papa.

(Signé): La maman de Charles Nungesser.

La souscription américaine

Paris, 9 Juin. — On sait qu'un comité américain formé à Paris, pour constituer une fonds d'un million de francs destiné aux familles de Nungesser et Coli, avait recueilli le million de francs envisagé.

La souscription allait donc être déclarée close. Mais le trésorier du comité vient d'être prié de la laisser ouverte, attendu que « l'American Légion » organise le 15 juin, aux Etats-Unis, un grand gala dont elle espère obtenir 50.000 dollars qui seront joints aux fonds.

A GENEVE

La Conférence internationale du Travail

M. Jouhaux s'élève contre les méthodes fascistes et les méthodes soviétiques

Genève, 9 Juin. — Ce matin, à la Conférence Internationale du Travail, M. Olivetti, délégué patronal italien, a constaté l'hostilité des délégués soviétiques contre l'organisation internationale du travail. Leur présence a eu des résultats négatifs. Les délégués soviétiques n'ont eu d'autre but que d'obtenir des crédits et dissocier les puissances capitalistes.

M. Jouhaux a déclaré à son tour que l'attitude des délégués russes est inadmissible. Mais, ajouta-t-il, d'autres gouvernements ont fait eux aussi obstacle aux résultats de la conférence. Il s'attacha ensuite à démontrer la faiblesse de la charte italienne, et il affirma qu'il y a une analogie entre les méthodes fascistes et les méthodes soviétiques.

« Aussi, dit-il, nous dressons-nous aussi bien contre vous que contre la politique de Moscou. »

L'élection législative de l'Aube

Le parti socialiste invite ses adhérents à voter pour le candidat communiste

Paris, 9 Juin. — La commission administrative du parti socialiste unifié s'est réunie hier soir à Paris et a décidé d'inviter les socialistes de l'Aube à voter, dimanche prochain, pour le candidat communiste.

Elle a également adopté un ordre du jour engageant les sénateurs socialistes à combattre le projet de loi militaire, tel qu'il a été amendé par la Commission sénatoriale de l'armée, en attendant que des directives leur soient données par le Conseil national, qui se réunira le 26 Juin.

LE DERAILLEMENT DE BESSAY

Un nouveau blessé a succombé

Moulins, 9 Juin. — M. Hilaire Chene, âgé de 32 ans, conducteur au P.L.M. à Saint-Germain-des-Fossés, blessé dans l'accident de Bessay, a succombé la nuit dernière à l'hôpital de Moulins. Ce décès porte à onze le nombre des morts dans cet accident.

NOTRE REDRESSEMENT FINANCIER

M. Poincaré préparerait un emprunt de consolidation pour réduire de 10 milliards la circulation des billets de banque

Le « Matin » annonce que très prochainement, M. Poincaré va lancer un emprunt de consolidation, qui aura pour but de résorber l'excédent de billets de banque, qui s'est révélé depuis qu'on a commencé à abaisser le montant des bons de la Défense Nationale en circulation. On estime à 10 milliards la valeur des billets qu'il serait possible de retirer de la circulation, sans dommage pour les besoins du commerce. L'opération qui va être faite aura pour but de drainer la plus grande partie possible de cette somme.

Le Parlement sera ensuite invité à réduire d'autant le plafond du compte des avances de la Banque de France au Trésor, et dans ces conditions, la Banque de France devra retirer de la circulation et supprimer une valeur égale en billets. Il s'agit donc d'une opération de déflation.

Notre confrère ajoute même que cette opération est prévue du 15 juin au 1er juillet.

D'autre part, on lit dans l' « Echo de Paris », sous la signature de Marcel Hutin :

Il est exact que le ministre des finances pense à lancer un emprunt avant les grandes vacances, terme de la campagne d'affaires. Il est de toute évidence que les fonds disponibles abondent sur le marché. Le taux de l'intérêt au jour le jour; les difficultés que les grands établissements de crédit, aussi bien que les banques privées, éprouvent à faire fructifier les capitaux qui leur sont confiés; le succès foudroyant de l'émission en cours des obligation du Crédit Foncier, prouvent que de nombreux capitaux sont en quête de placement. Le moment est donc favorable pour faire une opération de consolidation. Ce qu'on peut légitimement songer à consolider, après le grand succès de la dernière opération, ce sont les remboursements à la Banque de France, les dépôts à vue au Trésor et, si possible, une nouvelle tranche de bons de la Défense nationale. Les études en cours, de la direction générale du mouvement des fonds, doivent tendre à ces trois buts ou, tout au moins, à l'un d'entre eux.

Les modalités du très prochain emprunt ne pourront être fixées qu'après consultation des banquiers émetteurs. Ces modalités seront plus ou moins avantageuses pour le Trésor, suivant la politique que fera la Chambre d'ici la fin de la session ordinaire. Pour que l'emprunt puisse se faire d'abord, et soit ensuite assuré d'un grand succès, il est à souhaiter que l'autorité du président du conseil, qui est si grande dans le pays et à l'extérieur, ne subisse aucune atteinte, car de son maintien dépend comme on le constate de plus en plus chaque jour, le redressement financier si heureusement poursuivi par M. Poincaré, depuis plus de dix mois.

EN ANGLETERRE

(Wide World photos.)

UN A-COTÉ DU DERBY D'EPSOM

The Tipster est, en Angleterre, ce que le père La Cerise est sur les hippodromes parisiens, c'est-à-dire un original marchand de tuyaux.

LES EVENEMENTS DE CHINE

Les troupes de Tchang-Kaï-Chek se sont emparées de Han-Tchouang

Londres, 9 Juin. — Le correspondant du « Times » à Changhaï mande, qu'après une bataille de trente-six heures durant, du dimanche soir jusqu'au mardi, les troupes de Tchang-Kaï-Chek se sont emparées de Han-Tchouang, obligeant les troupes du Chantoung à se retirer à Lin-Tcheng. Ces dernières, au nombre de 60.000 hommes, seraient réparties sur les deux côtés du canal impérial.

« Selon la presse chinoise, poursuit le correspondant du « Times », un subordonné du général Feng-Yu-Hsiang a quitté Kai-Foung, le quartier général de ce dernier, et avance en direction Est, dans le but d'attaquer Yen-Tchou et le Chantoung ».

Selon toute apparence, le général Feng confère avec Tchang-Kaï-Chek, mais selon des rapports de Hankéou, le ministre de la Justice du gouvernement de cette ville s'est rendu à Tchang-Tchéou pour chercher à persuader Feng de se déclarer pour le régime d'Hankéou.

Les effectifs français de Tien-Tsin vont être renforcés

Pékin, 9 Juin. — Les effectifs français de Tien-Tsin vont être renforcés d'un bataillon, un détachement a été envoyé à Pékin.

L'ASSASSINAT du chargé d'affaires des Soviets à Varsovie

Un télégramme de remerciements de Litvinof à M. Zaleski

Varsovie, 9 Juin. — Remplaçant le commissaire aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S., M. Litvinoff a adressé à M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères de Pologne, la dépêche suivante :

Veuillez agréer et présenter au gouvernement polonais les remerciements de mon gouvernement pour vos paroles de condoléances à l'occasion du meurtre odieux de M. Voïkoff, représentant de l'U.R.S.S. en Pologne.

La peine de mort sera demandée pour Koverda

Berlin, 9 Juin. — On mande de Varsovie que le chargé d'affaires des Soviets à Varsovie, M. Oulianow, va demander au gouvernement polonais de faire condamner à mort, par un conseil de guerre, Koverda, assassin de Voïkoff.

On procède à Varsovie à de nombreuses arrestations

Berlin, 9 juin. — On mande de Varsovie que le Comité de sûreté polonais a procédé, à Vilna et à Varsovie, à des perquisitions dans divers milieux russes.

Trente-cinq personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles diverses personnalités appartenant aux milieux monarchistes russes, entre autres le rédacteur en chef du journal de Vilna « Novoje Rossja », fondé de pouvoir du grand-duc Nicolas, le président de l'émigration Gargow et plusieurs anciens généraux tsaristes.

Un ordre du jour menaçant du commissaire des Soviets à la Guerre

Berlin, 9 juin. — On mande de Moscou que le commissaire à la Guerre, Clément Vorochilov, a publié trois ordres du jour à la garnison ukranienne, à la garnison balte et à la flotte de la mer Noire, dans lesquelles il déclare que l'armée rouge est prête à combattre.

Le Gouvernement des Soviets a l'intention de porter à 800.000 hommes l'effectif de l'armée.

Trois cent cinquante avions vont être mis en construction.

Le Gouvernement soviétique accuse le Cabinet de Londres d'organiser des attentats terroristes en U.R.S.S. et de préparer la guerre

Moscou, 9 Juin. — L'agence « Tass » publie une communication du gouvernement, disant que l'assassinat de M. Voïkoff est un des anneaux de la chaîne des évènements qui, dans leur ensemble, constituent une menace toujours croissante pour la paix.

Cette menace, dit la communication, devient de plus en plus réelle, malgré les efforts extrêmes faits, par le gouvernement soviétique, pour maintenir la paix. A l'occasion de cet assassinat ignoble qui a suivi toute une série d'attaques directes et indirectes de la part du gouvernement britannique contre les organes de l'U.R.S.S. à l'étranger, et de la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., le gouvernement soviétique juge nécessaire, actuellement, de livrer à la publicité certains autres faits qui caractérisent suffisamment l'activité du gouvernement anglais et de ses organes, sur le territoire de l'U.R.S.S.

Au cours de l'été de 1925, un certain commerçant qui possédait un passeport soviétique au nom de Steinberg, fut arrêté et blessé par les gardes de la frontière soviétique, au moment de son passage illégal de la frontière, entre la Finlande et l'U.R.S.S.

Soumis à un interrogatoire, cet individu avoua qu'il s'appelait en réalité Sydney-George Riley, qu'il était agent du département britannique de l'« Intelligence Service », capitaine de l'aviation royale, qu'il avait été un des organisateurs principaux de la conspiration de Lockardt, et déclaré hors la loi par une sentence du tribunal du 3 décembre 1918.

Riley déclara qu'il était venu en U.R.S.S. dans le but spécial d'organiser des attentats terroristes, des incendies et des révoltes, et que, venant d'Amérique, il avait rendu visite au chancelier de la Trésorerie, M. Winston Churchill, qui lui avait donné personnellement des instructions sur l'organisation d'attentats terroristes et d'autres actes de diversion.

Ses dépositions écrites se trouvent aux mains du gouvernement. Les documents saisis au cours d'arrestations ultérieures confirment entièrement les dépositions de Riley.

A la fin de l'année 1926, les organes de la G.P.U. réussirent à prévenir un attentat contre M. Pétroski, président du comité exécutif central de l'Ukraine, et contre M. Tchoubar, président du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine. En même temps, un attentat était commis contre Laxessing, président du G.P.U. de Leningrad.

Le 10 mai, on arrêta un groupe d'anciens officiers de Koltchak, élèves de l'Institut des orphelins nobles à Leningrad.

Ce groupe suivant les dépositions de ses membres était en contact direct avec M. White, chef du département consulaire de la légation de la Grande-Bretagne à Moscou. Il se préparait à mettre à exécution un projet de la légation anglaise, consistant à provoquer une explosion au Kremlin, au grand théâtre, pendant une grande assemblée.

Dans la nuit du 30 juin, le G.P.U. réussit à prévenir une explosion dans une maison située dans le voisinage du G.P.U. Une bombe de mélinite du poids de 4 kil. y fut découverte. La mélinite était de provenance française, et l'enveloppe de la bombe de provenance anglaise.

L'auteur de ces attentats était le fils du colonel Trouba, partisan de Petlioura qui, du temps de ce dernier, était commandant de Kharkov, et qui est actuellement domicilié à Varsovie.

Enfin, le 7 juin, un sujet polonais tua Voïkoff. Les journaux anglais ont déjà publié une interview insolente de M. Sablino, ancien diplomate tsariste, qui est en relation avec les ministres anglais, au cours de laquelle l'assassin est ouvertement justifié. Il [illegible] ici avec une [illegible] suffisante que c'est un bras anglais qui a dirigé le coup de feu du sujet polonais.

Ce même 7 juin, entre les stations de [illegible] vitchi et Minsk, une catastrophe de chemin de fer fut organisée, au cours de laquelle périt M. Opanski, représentant plénipotentiaire adjoint au G.P.U. de l'arrondissement militaire de la Russie blanche, qui commandait en Draisienne un espion arrêté.

Le 7 juin également, deux bombes furent [illegible]